

**MERCREDI 22 OCTOBRE 2014**

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Il en coûte aux banques centrales 200 milliards de dollars par trimestre pour éviter un krach p.1
- = TIRER LES PRIX DU PÉTROLE VERS LE BAS POURRAIT SE RETOURNER CONTRE L'ARABIE SAOUDITE p.2
- = QE 4 imminent aux Etats-Unis? p.4
- = Fed : Eric Rosengren coupe court aux attentes suscitées par James Bullard p.7
- = Apple, Google, Microsoft... les rachats de stock options abondent p.9
- = « De nouveaux défis pour les épargnants... » p.12
- = Des marchés qui hésitent et se cherchent p.19
- = 'L'union monétaire ressemble à un train qui se dirige lentement vers l'appauvrissement, et que l'on ne peut arrêter' p.21
- = Shadow banking : UNE RÉGULATION PETIT BRAS p.23
- = Une Allemagne angoissée p.25
- = Prix du pétrole en baisse : drôle au début, compliqué par la suite p.26
- = Spécial Richard Heinberg p.28



## Le nombre magique est révélé: il en coûte aux banques centrales 200 milliards de dollars par trimestre (3 mois) pour éviter un krach



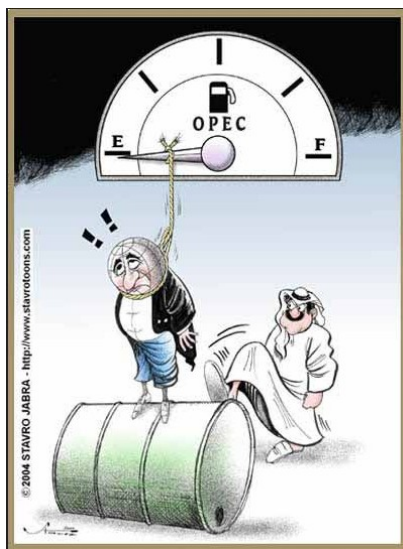
Note : le SEP 500 est l'indice boursier américain

Source : Zéro Hedge, article en anglais

<http://www.zerohedge.com/news/2014-10-21/magic-number-revealed-it-costs-central-banks-200-billion-quarter-avoid-market-crash>

# TIRER LES PRIX DU PÉTROLE VERS LE BAS POURRAIT SE RETOURNER CONTRE L'ARABIE SAOUDITE

Pepe Escobar 21 octobre 2014 Blog de la résistance



L'Arabie saoudite fait subir le supplice du pendu au monde entier

**Puisqu'on parlait de l'accord secret arabo-étasunien, cet excellent papier, presque tout y est . Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance**

===

**L'Arabie saoudite veut se servir de la baisse des prix du pétrole pour pousser la Russie à modifier sa politique à l'égard de la Syrie, contrarier l'Iran et contraindre le gaz de schiste produit aux USA à sortir du marché. C'est ce qu'a expliqué Pepe Escobar, notre œil itinérant, dans une interview réalisée par *Russia Today*.**

**Russia Today :** *La chute des prix du pétrole nuit sûrement à l'économie de la Russie. Mais qu'en est-il des autres pays producteurs, comme les États membres de l'OPEP ?*

**Pepe Escobar :** Bien des gens sont affectés. Il y a plus ou moins vingt pays qui ont besoin du pétrole pour boucler au moins 50 % de leur budget. Parmi ces nations, on retrouve des pays africains et des pays du golfe Persique, dont l'Arabie saoudite et l'Irak, ainsi que le Venezuela et l'Équateur. C'est très compliqué et ce n'est pas seulement la Russie qui sera affectée...

**RT :** *L'Arabie saoudite, qui est membre de l'OPEP, devrait, à ce titre,*

*harmoniser sa politique en matière de fixation des prix du pétrole avec celles des autres membres. Pourquoi agit-elle de la sorte ?*

**PE :** L'OPEP n'est pas une organisation moraliste. La façon d'agir de l'Arabie saoudite soulève bien des interrogations. En fait, sa stratégie est malhabile. Elle veut faire baisser les prix du pétrole pour exercer une pression sur la Russie à propos de la Syrie, pour la pousser à modifier sa politique à l'égard de Damas. Elle veut aussi plus ou moins contraindre le gaz de schiste produit aux USA à sortir du marché et aussi forcer la main de l'Iran vis-à-vis ce qui se passe au Moyen-Orient, le fameux antagonisme irano-saoudien. Mais cela ne fonctionnera pas à long terme, car même l'Arabie saoudite aura des problèmes, si le prix du baril de pétrole, qui s'établit maintenant à 86 \$ ou 87 \$, oscille entre 70 \$ et 80 \$ au premier trimestre de 2015, comme prévu. Elle sera donc en difficulté aussi, et sa stratégie va finir par se retourner contre elle à long terme.

**RT :** *Pendant combien de temps les principaux pays exportateurs de pétrole vont-ils poursuivre cette stratégie ? Quand vont-ils réfléchir à leurs propres intérêts économiques ?*

**PE :** Il faut regarder du côté du seuil de rentabilité que ces pays ont établi dans leur budget d'État, c'est-à-dire quel doit être le prix d'un baril de pétrole pour atteindre plus ou moins l'équilibre budgétaire. Lorsqu'on consulte le plus récent tableau, dressé à partir d'indices provenant de sources comme *The Economist*, le *Wall Street Journal*, *Bloomberg* et *Reuters*, ce prix est de 120 \$ le baril pour le Venezuela et l'Équateur, qui vont se retrouver dans un sale pétrin. Dans le cas de l'Irak, ce prix oscille entre 106 \$ et 116 \$, ce qui met aussi ce pays dans le pétrin. Le problème avec l'Iran, c'est que nous ne disposons pas de données exactes. D'après les indices publiés, le seuil de rentabilité de l'Iran varierait de 130 \$ à 140 \$ le baril. C'est trop, car le pétrole ne compte que pour 20 % des revenus de l'Iran et n'est donc pas un élément essentiel. Le gaz est beaucoup plus important. Quant à la Russie, nous savons qu'elle pourrait être affectée, car son budget de l'année 2015 prévoit un prix autour de 100 \$ le baril. Ainsi, selon les meilleures projections dont nous disposons, si le prix du baril de pétrole oscille entre 70 \$ et 80 \$ et même entre 65 \$ et 70 \$ au cours des prochaines années, tous ces pays vont souffrir. Mais le marché est très volatile. Dans un an, la situation pourrait être complètement différente, si la demande augmente,

notamment en provenance de la Chine, des USA, de l'Europe, si un réalignement économique se fait en Europe. Tout peut donc changer très rapidement, en l'espace de quelques jours, semaines ou années.

**RT :** *Pourquoi les pays membres de l'OPEP ne réduisent-ils pas leurs volumes de production, comme ils le font normalement quand les prix baissent ?*

**PE :** Bien des consultations à huis clos ont lieu en ce moment entre les membres de l'OPEP. Tôt ou tard, il faut s'attendre à ce qu'il y ait moins de pétrole sur le marché, ce qui fera augmenter les prix. Je pense au Venezuela, à l'Équateur, à l'Iran aussi... Comme l'Iran a besoin des revenus, il laisse les forces du marché agir, pour le moment. De toute évidence, il a de très bons clients en Asie, qui continuent d'acheter son pétrole, quoiqu'en moindre quantité dans certains cas, comme la Chine. Le point de vue des USA est à prendre en considération aussi, car ils ne veulent pas que des prix trop bas mettent un frein à l'exploration du gaz de schiste. Il faut donc s'attendre à des contre-mesures par de nombreux membres de l'OPEP et bien d'autres joueurs de l'extérieur.

**Pepe Escobar**, interviewé par Russia Today  
*Traduit par Daniel pour Vineyardsaker.fr*

## [QE 4 imminent aux Etats-Unis?](#)

[L'arrêt de l'assouplissement sérieusement mis en doute. Il sera peut-être indispensable de proroger les politiques monétaires non conventionnelles.](#)

By [The Wolf](#) on [22/10/2014](#) [Bruno Bertez](#)

**Eric Vanraes. Le responsable des taux de E.I.Sturdza à Genève est très sceptique sur la qualité de la reprise économique.**

Le responsable des taux de E.I. Sturdza Investment Funds à Genève est méfiant. Il l'était déjà il y a un an, avec raison. Son analyse du discours des banquiers centraux américains et des «chiffres derrière les chiffres» l'incite à des conclusions différentes de celles que l'on lit ou entend ailleurs. Le premier élément qui a éveillé son attention est la contradiction entre la perception des marchés actions et obligataires. Cette impression est

confirmée par le discours venant des Etats-Unis. John Williams, de la Réserve fédérale de San Francisco, évoquait récemment à mots à peine couverts la possibilité d'un QE4. Plus surprenant encore sont les déclarations de James Bullard de la Fed de Saint-Louis, un faucon convaincu qui demandait, il y a un mois le relèvement des taux dès le premier trimestre 2015, et qui estime aujourd'hui que la Fed devrait envisager de retarder la fin des achats d'actifs prévue à la prochaine réunion du FOMC.

La croissance américaine est loin d'être aussi vigoureuse qu'hommes politiques, banques centrales, secteur financier et médias ne le prétendent. Le taux de chômage a officiellement chuté de 12% à 6% depuis 2009. Une victoire apparente qui ne résiste pas à l'examen d'un indicateur infiniment plus fiable: le taux de participation au marché du travail. Qui a dégringolé de 66 à 62,5% sur la même période....

#### **Interview: Nicolette de joncaire/ AGEFI SUISSE 22/10/14**

##### **- Quels sont les éléments qui ont éveillé votre curiosité?**

Le premier est une contradiction entre la perception des marchés actions et celle des marchés obligataires, jusqu'à la récente correction, selon le principe du verre à moitié plein (côté actions) et à moitié vide (côté obligations). Bien évidemment tendances macroéconomiques et mouvements des marchés ne sont pas corrélés mais l'impression de hiatus est confirmée par le discours des banquiers centraux qui font le pont entre les deux. Or, ce discours est plus intrigant, voire plus alarmiste, que l'image lénifiante d'Etats-Unis en pleine croissance que véhiculent les médias et les politiques ne peut le laisser croire. J'avais déjà relevé, il y a peu, les commentaires de John Williams de la Réserve fédérale de San Francisco, évoquant à mots à peine couverts la possibilité d'un QE4. Plus surprenant encore sont les déclarations de James Bullard de la Fed de Saint-Louis. Voilà un faucon convaincu, qui demandait, il y a un mois, un relèvement des taux dès le premier trimestre 2015 et qui estime aujourd'hui que la Fed devrait envisager de retarder la fin des achats d'actifs prévue à la prochaine réunion du FOMC.

##### **- John Bullard évoquait une peur de la contamination de la déflation européenne. Est-ce un alibi?**

A mon sens oui. La croissance américaine est loin d'être aussi vigoureuse qu'hommes politiques, banques centrales, secteur financier et médias ne le

prétendent. Prenez l'exemple du taux de chômage. Il a officiellement chuté de 12% à 6% depuis 2009. Une victoire apparente qui ne résiste pas à l'examen d'un indicateur infiniment plus fiable et parlant: le taux de participation au marché du travail. Qui lui a dégringolé de 66 à 62,5% sur la même période. Ce qui signifie que 14 millions de personnes sont sorties du marché du travail sans être comptabilisées dans les statistiques de chômage. Comme nous en avons parlé l'année dernière, si le taux de chômage américain était calculé aux normes européennes, il dépasserait probablement 10% voir 11% – contrairement au chiffre officiel de 6%. Ce qui explique l'extrême prudence de Janet Yellen et de ses déclarations sur les inégalités.

**- D'autres chiffres tendent pourtant à soutenir l'idée d'une croissance américaine forte. Les ventes d'automobiles par exemple.**

Ils sont effectivement forts. Tombés de 16 millions de véhicules en 2007 à 9 millions en 2009, ils sont remontés à leur niveau pré-crise. Ce dont on parle moins, ce sont des conditions de ces ventes: leasing sur sept ans, à taux pratiquement nul, et sans aucun apport en cash de la part de l'acheteur. On ne s'inquiète même plus de savoir si ce dernier a un emploi. Des conditions qui ne sont pas sans rappeler celles qui ont précédé la crise des subprimes.

**- A propos de subprimes, le marché de l'immobilier paraît se porter nettement mieux**

Là encore, mieux vaut faire attention aux effets d'optique. Nos correspondants aux Etats-Unis nous disent que les courtiers en immobilier multiplient les achats ce qui fait grimper le volume des transactions. Mais les ventes aux particuliers de l'immobilier résidentiel resteraient faibles. Je n'ai pas encore les chiffres qui substantifient cette affirmation mais devrais les obtenir rapidement.

**- Pourquoi des indicateurs si trompeurs et pourquoi le discours officiel est-il si réducteur?**

Parce que la croissance des Etats-Unis est actuellement basée sur la confiance des consommateurs qui est, pour l'instant excellente. Deux tiers de la hausse du PIB est redevable à la consommation domestique. Si les consommateurs américains perdent confiance et cessent d'acheter dans un réflexe d'autoprotection, l'édifice de reprise patiemment construit par la Fed s'écroulerait en quelques jours. Il est essentiel que les ménages américains

continuent de croire à la reprise tout autant qu'il risque d'être indispensable de continuer à la stimuler à coup de politiques monétaires accommodantes.

source AGEFI SUISSE 22/10/14

<http://agefi.com/une/detail/artikel/eric-vanraes-le-responsable-des-taux-de-eisturdza-a-geneve-est-tres-sceptique-sur-la-qualite-de-la-reprise-economique-384358.html>

## Fed : Eric Rosengren coupe court aux attentes suscitées par James Bullard

22 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

▪ Le marché boursier américain a semblé entamer son effondrement la semaine dernière — mais les autorités sont arrivées à la rescousse, comme un chirurgien extrayant un calcul rénal. James Bullard, repris de notre Chronique d'[hier](#) :

*"Je pense également que les attentes inflationnistes chutent aux Etats-Unis. C'est là une chose qu'une banque centrale ne peut pas supporter. Nous devons nous assurer que l'inflation et les attentes inflationnistes restent proches de notre cible. Pour cette raison, je pense qu'une réaction raisonnable de la Fed, dans cette situation, serait d'invoquer la clause du tapering mentionnant que ledit tapering dépend des données. Nous pourrions alors mettre le tapering en pause à ce moment-là et attendre de voir ce que donnent les données en décembre. Nous continuerions donc avec le QE à un niveau très bas tel que nous l'avons en ce moment. Puis nous évaluerions nos options pour l'avenir" ...*

Peut-être qu'une future génération de philosophes économiques comprendra mieux. Pour nous, ça fait partie des grands mystères de la vie... avec l'Immaculée conception et l'avance d'Hillary Clinton dans les sondages.

Bullard s'inquiète, dit-il, du trop-peu d'inflation. C'est-à-dire qu'au lieu d'augmenter de 2% par an — selon les chiffres officiels — les prix grimpent seulement de 1,7% par an. Les 0,3% manquants lui restent en travers de la gorge. Il est si contrarié qu'il veut faire quelque chose. Bien sûr, on pourrait l'effacer simplement en calculant l'IPC légèrement différemment. Ou on pourrait simplement ignorer ces 0,3%... dans la mesure où il ne s'agit que d'un mirage statistique, sans signification dans le monde réel. C'est un peu



comme les religieux de jadis qui se demandaient si l'hostie représente le Christ... ou s'il s'agit vraiment de la chair du Sauveur lui-même. Souvent incapables de résoudre ces questions par la logique ou la discussion, ils partaient en guerre.

C'est ainsi que James Bullard a déclaré la guerre aux 0,3% d'inflation qui manquent selon lui... et qu'il considère comme essentiels pour le fonctionnement correct de l'économie. Cela signifie-t-il qu'une économie avec un IPC de 1,7% seulement sera obligatoirement paresseuse, laissant des veuves et des orphelins affamés sur le trottoir ? Les investisseurs refuseront-ils d'appuyer de grands projets capitalistes s'ils voient un IPC inférieur de 0,3% à l'objectif de la Fed ? Les employeurs hésiteront-ils à mettre un panneau "On embauche" dans la vitrine... considérant le sérieux manque d'inflation comme une menace envers leur entreprise et leur gagne-pain ?

Bien entendu, les investisseurs ne se sont pas trop inquiétés des mots en tant que tels, ni de leur signification. Ils ont interprété ces paroles comme une invitation à refaire la fête. Les marchés ont grimpé.

▪ **Hélas, l'allégresse est restée de courte durée...**

Eric Rosengren, chef de la Fed de Boston, a déclaré à qui voulait l'entendre qu'il était "tout à fait à l'aise" avec l'idée de laisser le QE expirer d'ici la fin du mois, en fin de compte. Le *rally* boursier a immédiatement tourné court.

Pendant ce temps, en Europe, le banquier central Mario Draghi lutte avec le même démon : une inflation basse.

*"... Si cette période d'inflation basse se prolongeait dans le temps, le risque envers la stabilité des prix augmenterait".*

Qu'est-ce que ça signifie ? Disons que l'inflation soit à 1 000% année après année. Serait-ce là une "stabilité des prix" ? Bien sûr que non. La stabilité des prix augmente à mesure que le taux d'inflation approche du zéro, non l'inverse. La langue de M. Draghi a peut-être fourché. Mais il est plus probable — et plus inquiétant — qu'il croit ce qu'il dit. Lui et Bullard, les grands prêtres du culte des banques centrales, pensent avoir le droit et la responsabilité de mettre les prix là où ils veulent qu'ils soient.

Tout ça nous rappelle un principe de base :

Les gens qui insistent toujours pour qu'on suive leurs idées sont toujours les



personnes dont les idées sont idiotes.

Nous nous demandons ce que M. Bullard aurait pensé des attentes inflationnistes il y a un siècle. A l'époque, il n'y avait pas d'inflation des prix à la consommation... ni d'attentes sur le sujet. Pourtant, l'économie américaine se développait rapidement... absorbant des millions d'immigrants en provenance d'Europe... avec le plein emploi et des revenus en hausse pour tout le monde ou presque, riche ou pauvre.

De toute évidence, le manque d'attentes inflationniste était un gros avantage. Les premiers banquiers centraux, il y a 100 ans, ne s'en alarmaient pas... ils considéraient ça comme une partie de leur travail. Leur tâche consistait à maintenir la solidité du dollar US. Ils le faisaient de manière très simple et efficace : en s'assurant qu'il était lié à l'or de manière expresse et immuable.

L'or était lui aussi soumis à l'inflation — de grosses grèves en Afrique du Sud et en Californie firent grimper les prix à la consommation au milieu des années 1800. Ensuite, le marché s'est mis en marche... améliorant la productivité et la production, augmentant ainsi l'offre de biens et de services. Résultat : les prix ont chuté durant la seconde moitié du 19ème siècle.

"L'ancre dorée" à laquelle le dollar était lié était telle qu'en 1914, le navire était de retour au port qu'il avait quitté 100 ans auparavant — le pouvoir d'achat du dollar quasiment identique à celui qu'il était en 1814.

Messieurs Draghi et Bullard peuvent cesser de s'inquiéter.

## [Apple, Google, Microsoft... les rachats de stock options abondent](#)

22 oct 2014 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La récente chute des cours devrait déclencher une vague de rachats d'actions sans précédent à Wall Street, nous avertissent les stratèges : pas seulement dans le but de raréfier le nombre de titres en circulation pour doper artificiellement les dividendes — mais aussi pour profiter de cours très bas afin de reconstituer un stock d'actions à distribuer aux cadres et dirigeants dans une optique de fidélisation.

C'est un mode de rémunération qui échappe aux charges salariales puisqu'il ne s'agit pas d'un revenu ni d'un bonus (qui subit des charges équivalentes).

La distribution d'actions gratuites (*grants*) constitue un complément de

salaires non fiscalisés, assortis d'une période de blocage plus ou moins longue. Elle peut alterner avec les stock options (le bénéficiaire étant dans ce cas libre de les exercer ou non)... mais cette formule n'a d'intérêt que si le cours monte, évidemment.

Si le parcours boursier s'avère un peu paresseux, les annonces de rachats massifs de titres interviennent pour faire grimper les cours. Un expédient dont les grandes entreprises américaines usent et abusent depuis quatre ans, avec un total de titres déjà rachetés qui avoisine 2 000 milliards de dollars — et atteindra bientôt les 2 500 milliards... soit l'équivalent du PIB de la France.

La machine s'emballa cette année avec déjà 440 milliards de dollars achetés en neuf mois. Cela représente un rythme annuel qui file tout droit vers les 600 milliards de dollars : du jamais vu depuis la période équivalente de l'année 2007, juste avant l'éclatement de la crise des *subprime*.

#### ▪ Sur le podium...

La championne toutes catégories reste Apple, avec 33 milliards de dollars en l'espace de six mois, devant IBM (19,5 milliards), Cisco Systems et Oracle (environ 10 milliards), Microsoft (7,3 milliards) et Qualcomm (6,7 milliards).

Microsoft a par exemple racheté pour 3,2 milliards de dollars de ses propres actions à ses employés au cours de son exercice fiscal 2013/2014 (un exercice décalé qui s'achève le 30 juin).

En cumulé depuis 2009, ce sont pas moins de 19 milliards de dollars (sur 29 milliards) qui ont été rachetés auprès de ses propres salariés par Microsoft dans le cadre de son programme de stock options.

Même s'il est question de dizaines de milliards, il s'agit presque de "menue monnaie". Microsoft dispose — tout comme Apple ou Google — d'une trésorerie pléthorique, assez classique pour une multinationale ayant accédé au statut de leader mondial de sa catégorie durant une période avoisinant une décennie.

Ce genre d'entreprises — plus puissantes et plus riches que beaucoup d'États siégeant aux Nations unies — dispose de marges de manœuvres financières et fiscales qui font souvent défaut à des concurrents en phase de croissance et dont la trésorerie est largement absorbée par de lourds investissements ; il leur faut pourtant attirer des talents et séduire les actionnaires.

Si leur trésorerie s'avère insuffisante pour imiter Apple ou Google qui ne savent plus quoi faire de leur *cash*, la solution consiste à emprunter les sommes qui permettront de soutenir la comparaison avec les entreprises hyper capitalistiques. Cela ne pose aucun souci puisque l'argent est devenu quasiment gratuit tandis que la croissance excède en principe le coût de la dette.

▪ **Merci (encore) les banques centrales !**

Et comme les banques centrales de l'ensemble de la planète ont écrasé les rendements et asséché les marchés obligataires de l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de dettes souveraines, MBS, ABS et autres créances titrisées... les gérants de portefeuilles obligataires se jettent comme des morts de faim sur des émissions *high yield* offrant 4% à 5% de rendement quand des T-Bonds rapportent à peine plus de 2% sur 10 ans et "moins quelque chose" entre un mois et deux ans sur les Bunds.

Ils peuvent se régaler : en plus des opérations de rachats de titres décrites plus haut, nombre d'entreprises qui ne trouvent plus de débouchés dans une conjoncture tendant vers la déflation se lancent dans des opérations de croissance externe de grande ampleur, très gourmandes en capitaux... Mais là encore, pas de souci puisque l'argent restera gratuit — la Fed, la Banque du Japon et la BCE nous le promettent — pour "une période de temps très étendue".

Ce sont ainsi plus de 400 milliards de dollars qui ont été prêtés aux entreprises par les banques (Crédit Suisse, Bank of America et JP Morgan forment le tiercé de tête) depuis le 1er janvier... Cela semble presque marginal en regard des 2 700 milliards consacrés aux fusions/acquisitions répertoriées dans le monde depuis le 1er janvier.

Cela représente une explosion de +59% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2013. Il s'agit de la plus forte hausse jamais observée depuis 1998 — l'année du krach de LTCM qui tétanisa les marchés aux alentours de la... mi-octobre.

Injections monétaires illimitées, rachats de titres massifs, plans de stock options géants, déluge d'émissions *high yield*, déferlante de fusions/acquisitions de taille supérieure au milliard de dollars... C'est en quelque sorte la synthèse de tous les emballements capitalistiques et bulles d'actifs en tous genres observés au cours des deux dernières décennies.

Mais tout survient cette fois simultanément et à une échelle qui surpasse tous les records jamais enregistrés à ce jour : assistons-nous à un bouquet final de bouquets finaux ?

L'envolée du VIX au-delà des 25 nous invite à l'envisager très sérieusement !

## « De nouveaux défis pour les épargnants... »

Charles Sannat 22 octobre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

« De nouveaux défis pour les épargnants », c'est le titre d'un article absolument surréaliste du service « patrimoine » du *Figaro Magazine*.

Je vais les citer longuement afin que vous compreniez leur logique et ce qu'ils nous racontent, puis évidemment je ferai après un petit décodage contrarien de la chose.

« C'est la crise, les taux ont fortement baissé et les rendements des placements ont fondu. Cette période semble partie pour durer. D'autant que la déflation menace plus que jamais l'Europe. »

### **Le livret A ne rapporte plus rien, snif !**

« De mémoire d'épargnant, on a rarement connu période aussi difficile pour son épargne. Avec la crise qui s'éternise, les rendements de la majorité des placements ont fondu comme neige au soleil. Les raisons de cette érosion, perceptible depuis 2008, sont connues. L'atonie persistante de la croissance européenne, et particulièrement française, et le recul continu de l'inflation (0,4 % sur un an) ont contraint ces derniers mois la Banque centrale européenne (BCE) à agir pour éviter la déflation et faire baisser l'euro. Outre une batterie de mesures techniques visant notamment à inciter les banques à prêter aux entreprises, la BCE a ramené à pratiquement 0 % (0,05 %) son principal taux directeur. Résultat, les placements de court terme, les plus liquides, ne rapportent plus grand-chose à l'image du Livret A (1 % net, soit 0,6 % après inflation). Plus inquiétant encore, les épargnants qui se hasarderont à souscrire des sicav monétaires perdront carrément de l'argent, après fiscalité. »

## **Les obligations d'États ne rapportent plus rien bouh-bouh-bouh**

« Les obligations d'État ne sont guère plus rémunératrices. Très recherchées par les investisseurs, car considérées comme sûres malgré l'endettement record de la France (2 000 milliards d'euros), les OAT, les emprunts d'État français à 10 ans, sont à nouveau tombées à 1,23 % la semaine dernière. Ce taux est certes très avantageux pour les emprunteurs, qui souscrivent des crédits immobiliers dans des conditions historiquement basses (2,5 % en moyenne sur 15 ans, hors assurance). Mais il reste très décevant pour l'épargne de long terme, celle destinée à financer sa retraite par exemple, qui ne peut guère faire d'étincelles. »

## **Les actions ne rapportent plus rien ouin-ouin-ouin**

« Les marchés d'actions ne sont pas non plus au mieux de leur forme en ce moment, et le CAC 40 est dans le rouge depuis le début de l'année. Comme si cela ne suffisait pas, l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail, décidé il y a deux ans par le gouvernement Ayrault, se traduit par une envolée des impôts de nombreux contribuables (en plus des autres très fortes hausses d'impôts) et lamine la maigre rémunération de leurs placements. »

## **C'est pour cela qu'il va falloir prendre des risques hahahahaha**

« L'une des principales erreurs serait de faire le dos rond et de laisser dormir ses liquidités sur son compte courant »

« La prise de risque pour son épargne est aujourd'hui peu rémunérée, mais sans prise de risque, l'épargne n'est quasiment plus du tout rémunérée, hormis les fonds en euros d'assurance vie», résume Vincent Meilhac. Pour les Français dont le taux d'épargne est à nouveau très élevé (15,9 %), signe visible de leur peur de l'avenir, le défi est de taille. L'une des principales erreurs serait de faire le dos rond et de laisser dormir ses liquidités sur son compte courant, au risque d'hypothéquer sa retraite future ou le financement des études de ses enfants, par exemple. Dans ce numéro, nos conseils pour vous aider à trouver les placements qui rapportent encore. »

Bon, si vous avez envie de prendre des risques et de ne pas faire le « dos rond » avec votre pognon parce que si vous ne prenez pas de risques maintenant vous allez « hypothéquer » votre future retraite, je vous laisse consulter ce dossier spécial du *Figaro* qui vous expliquera tout bien comment faire pour

être sûr d'être plumé comme il faut, puis tondu et pour finir fauché et ruiné. Si vous êtes dubitatif, et vous feriez mieux de l'être, vous pouvez continuer votre lecture.

### **L'appât du gain est votre pire ennemi**

On va être clair et sans ambiguïté mes chers amis, alors passez moi cette vulgarité vulgaire mais économiquement parlant c'est la merde noire et pas uniquement en France. Non, partout dans le monde.

Alors allons à l'essentiel. Les assurances vie, les obligations d'États surendettés ou entreprises qui ne survivront pas à la faillite des autres, ce n'est pas du tout une bonne idée. Autant parier sur le fait que la Grèce va rembourser sa dette.

Les PEL, CEL, Livret A, B, C, D et jusqu'à Z, de toute façon, vous supportez ce que l'on appelle pudiquement le risque de contrepartie, c'est-à-dire le risque de faillite de votre banque qui ne manquera pas de s'écrouler quand les États s'écrouleront vu que ce sont les États qui tiennent les banques à bout de bras... Ce qui endette les États qui vont tomber au bout du bout avec tout le monde y compris les banques. C'est clair ? C'est pigé ? Idem pour votre compte courant... il risque d'être plus compte que courant.

Les actions ? De la merde, puisque vous faites face à une immense bulle spéculative portée depuis plus de 3 ans uniquement par des injections massives de liquidités censées « relancer » l'économie mais qui n'ont rien relancé du tout si ce n'est des grosses méga bulles spéculatives sur les actions et les obligations. Vous voulez acheter des actions ? Allez-y, je vous regarde.

### **Conclusion : les actifs financiers sont tous moisis !**

Ha, on me dit que j'ai oublié les devises étrangères. Elles sont toutes pourries, enfin les grosses, genre le yen (en faillite), le dollar américain tout pareil et l'euro, lui, il risque d'exploser à tout moment. Alors il reste les petites devises mon brave monsieur, genre la couronne norvégienne ou le franc suisse, ce genre de truc quoi... Oui sauf que quand 3 milliards de gens vont vouloir transformer leurs euros-dollars-yens en francs suisses 9 millions d'habitants sachez que vous aurez au mieux un contrôle des changes au pire... un beau et grand bras d'honneur des Suisses ou des 4 millions de Norvégiens qui vous diront même pas poliment d'aller vous faire voir chez

les Grecs et qui mettront en place en moins de deux un truc nommé : contrôle des changes. Et zou, d'un coup de décret vous n'aurez même pas le droit d'acheter de la devise pour la simple et bonne raison que vous ne serez ni résident, ni citoyen de ce pays. Capito ou pas capito.

## **Il n'y a rien à faire du côté financier**

Comment vous l'expliquer autrement pour être sûr que vous compreniez. Vous voulez protéger votre « papier » qui déjà ne valait pas grand-chose mais maintenant vous n'avez même plus de papier vu que tout est dématérialisé et flotte quelque part dans le « claaaoud », ce qui évidemment est un peu nuageux (« cloud » en anglais ça veut dire « nuageux », mais en l'espèce c'est disons-le plutôt carrément fumeux), bref, vous voulez protéger votre papier par un autre papier... mais tous les papiers brûlent, tous ! Vous voyez le problème ? C'est un problème de logique intellectuelle et de raisonnement, je ne me protège pas d'une future crise monétaire internationale, de la future refonte du système monétaire international en achetant d'autres monnaies !! Je me protège en achetant autre chose que de la monnaie mais qui peut se revendre. D'où le concept de débancairisation et de migration vers des actifs tangibles. Ce n'est pas qu'un fou furieux derrière son clavier qui vous le dit avec à la main des produits plus ou moins licites qu'il serait en train d'ingérer pour l'inspiration. Non, il y a une logique.

## **Les actifs tangibles sont la seule bouée de sauvetage parce qu'ils sont hors monnaie !**

Si vous achetez des paquets de pâtes aujourd'hui en promo (50 cts le paquet de 500 g de Panzani chez Intermarché acheté par lot de 4), vous allez faire une plus-value de malade. Oui, le prix du blé explose, enfin le blé qui sert à faire des pâtes parce que le blé de qualité alimentation humaine est rare cette année à cause de mauvaises récoltes. Du coup, certains parlent déjà d'une augmentation de 70 % du prix des pâtes en 2015 !

Alors franchement, le type qui se demande ce qu'il va faire de ses 5 000 euros d'épargne sur son livret A, il fonce chez Intermarché, il achète 4 000 euros de pâtes et il vient de gagner 70 % ! Vu que le livret A, c'est 1 % en net, il aura un rendement de 69 % ! Et en plus hors impôts, vu que l'État ne vient pas encore calculer vos plus-values latentes sur les boîtes de conserve et



bols de riz stockés dans vos placards. Puis vous revendez l'année prochaine sur leboncoin.fr et hop, terminé !

Ce que vous devez comprendre là encore une fois, c'est la logique. Achetez de l'or, des boîtes de conserve, un appartement en Suisse (car peu importe le contrôle des changes, vous serez propriétaire d'un appartement dont la valeur sera exprimée en francs suisses) ou à Berlin pour être sûr d'avoir du futur mark, achetez de l'or ou de l'argent métal, achetez des terres agricoles ou de la forêt mais vous devez comprendre au plus profond de vous qu'il est stupide de vouloir gagner de l'argent dans le système financier actuel puisqu'il va s'effondrer, la question n'est pas « si » mais « quand » !! Donc comme personne ne connaît le « quand », le bon sens veut qu'on s'en tienne le plus loin possible, que l'on débancarise tout ce que l'on peut et que l'on migre vers des actifs tangibles qui ont un avenir.

Vous pouvez télécharger le hors-série du Contrarien sur les placements sur le site du Contrarien et c'est gratuit.

C'est cette logique-là que *Le Figaro* ignore totalement mais qu'en bon contrarien, vous devez développer. Passez ce raisonnement à la moulinette, regardez, lisez, étudiez, et cela ne pourra vous apparaître que comme une évidence.

Accepter de ne pas gagner dans ce monde financier-là, c'est en réalité gagner votre place dans les meilleures conditions dans le monde d'après. Courir après les bénéfices aujourd'hui est une folie douce. Votre pire ennemi c'est l'appât du gain et vous savez quoi ? Moralement ce sera sublime que de voir tous ces ambitieux, ayant voulu gagner encore plus d'argent avec l'argent, se faire rincer.

Il est déjà trop tard. Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

### [UE : dix pays dépassaient les 3 % de déficit fin 2013](#)

[En fait, la situation est bien pire qu'elle n'apparaît avec ce mode de calcul volontairement biaisé. 3% de déficit par rapport au PIB = 40% de déficit par rapport au *budget total* d'un pays.]

Selon le site Boursier.com, « alors que la Commission européenne est en train d'examiner les budgets des États membres pour l'année 2015, Eurostat vient

de publier les dernières statistiques relatives aux déficits publics. À la fin 2013, il s'établissait à 2,9 % du PIB pour la zone euro et à 3,2 % pour l'UE28.

Parmi les États membres, seuls le Luxembourg et l'Allemagne affichaient un excédent budgétaire, de respectivement +0,6 % et +0,1 %. À l'inverse, la France faisait partie des dix pays dont le déficit était supérieur à 3 %, soit la limite fixée par le Pacte de stabilité. Avec un déficit à 4,1 % (révisé de 4,3 %), Paris figurait toutefois loin derrière la Slovénie (-14,6 %), la Grèce (-12,2 %) ou encore l'Espagne (-6,8 %) ».

Tout de même 12,2 % pour la Grèce qui est sauvée (j'en rigole encore), 6,8 % pour l'Espagne qui va mieux (la bonne blague) et le pompon à presque 15 % pour la Slovénie... Euh, franchement, on n'est pas bien. Mais en définitive, quelles sont les raisons d'espérer ?

Charles SANNAT [Source ici](#)

## Recul de 14 % du bénéfice net de Coca-Cola au 3e trimestre



[Et recul du bénéfice net de 30% chez les restaurants McDonald's.]

**les affaires**

BOURSE MES FINANCES TECHNO STRATÉGIE SECTEURS BLOGUES

SECTEURS D'ACTIVITÉ > GÉNÉRAL

### McDonald's déçoit avec un recul de 30% de son bénéfice

Publié le 21/10/2014 à 09:43

Partager 17 Tweet 2 +1 0 Share 0

AFP

PAR AFP

Courriel

Hahahaha au pays du soda... Coca n'est plus le roi ! En clair, c'est encore un signe fort de la reprise américaine. Les Américains sont tellement riches

qu'ils achètent beaucoup moins de sodas et en plus Michelle Obama, qui veut faire maigrir son peuple d'obèses, a supprimé en partie les distributeurs de sodas dans les écoles du pays... Du coup, chez Coca, les résultats font « pschiiit » (je sais, c'était facile mais bigrement tentant).

« Coca-Cola a annoncé mardi une baisse de 14 % de son bénéfice trimestriel et l'élargissement de ses mesures de réduction des coûts tandis que les ventes de ses volumes de boissons gazeuses ont reculé en Amérique du Nord.

Le bénéfice net du numéro un mondial des boissons non alcoolisées s'est établi à 2,1 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros), ou 48 cents par action, sur le trimestre clos le 26 septembre, contre 2,4 milliards (54 cents/action) un an plus tôt. »

« Coca-Cola a déclaré qu'il visait des économies de 3 milliards de dollars par an d'ici 2019 et ajouté qu'il s'attendait à être cette année en deçà de son objectif de croissance du BPA à long terme. »

Charles SANNAT [Source ici](#)

## [Le yo-yo ! L'euro repart à la baisse face au dollar du fait de spéculations sur la BCE](#)



C'est un article de Trader-Forex.fr revenant sur la parité euro-dollar qui est condamnée à faire du yo-yo en fonction de deux paramètres. Si la BCE utilise la planche à billets, cela fait baisser l'euro et si en plus la FED augmente les taux d'intérêt, alors cela fera monter encore plus le dollar. Et inversement, si personne ne fait rien, tout restera comme avant mais les jours pairs la BCE dit « hou on va faire du « QE » puis le lendemain la FED dit « hoooo on va rester accommodant », puis après elle explique les taux vont remonter... Mais qu'ils vont rester bas longtemps et entre-temps, la BCE dit attendre les Allemands... Bref, un grand n'importe quoi généralisé que les marchés suivent au jour le jour par le petit bout de la lorgnette et menés par le bout du nez...

Charles SANNAT [Source ici](#)

## **Manipulation sur le Libor : l'UE inflige une amende à JPMorgan (blague du jour)**

C'est la belle et grosse blague du jour. « La Commission européenne a infligé mardi une amende de 61,6 millions d'euros à la banque américaine JPMorgan pour avoir participé à une entente illicite visant à influencer le taux de référence Libor sur le franc suisse, mais n'a pas sanctionné Royal Bank of Scotland (RBS), également impliquée, qui a révélé l'existence de cette entente. »

Euh, vous vous souvenez du montant de l'amende contre la BNP il y a quelques mois et qui a coûté son poste au patron de la banque Baudouin Prot ? Eh bien cette amende européenne est plus de 100 fois moindre.

Mais c'est normal, il faut être gentil avec nos grands zamis les Zaméricains.

Charles SANNAT [Source ici](#)

## **(Important) Le taux d'emprunt à 10 ans grec toujours au dessus de 8 %**

Alors que la chute semble enrayée sur les marchés boursiers, il ne faut pas s'y tromper, nous vivons probablement le même type d'évolution dans les courbes des actions qu'en 2007. Le krach n'avait pas commencé d'un coup mais par plusieurs secousses. Nous en sommes là. Donc attention, ceux qui sont investis de façon importante en action ont intérêt à sortir maintenant et prendre leurs bénéfices pour laisser passer l'orage.

Concernant la Grèce – et cela montre bien que la reprise des bourses est technique mais les risques sont bels et bien là –, le taux d'emprunt à 10 ans, comme le montre ce graphique Bloomberg, se maintient au-delà des 8 %, ce qui n'est pas à proprement parler un signe de confiance.

La Grèce va à nouveau devoir être sauvée.

Charles SANNAT [Source ici](#)

## **Des marchés qui hésitent et se cherchent**

22 octobre 2014 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Hier, les marchés ont terminé en hausse des deux côtés de l'Atlantique. Dans un moment d'euphorie, nous avons pu donc croire à un retour de la tendance

haussière. Las, ce matin, les choses ne s'avèrent pas si claires que cela. Le CAC hésite, les *futures* sur les marchés américains s'affichent dans le rouge... et nous ne savons plus à quel saint nous vouer.

Dans *Agora Trading*, Mathieu Lebrun revenait sur le déroulé de la séance d'hier, particulièrement symptomatique des tenants et aboutissants de l'humeur des marchés :

*Après une ouverture dans le rouge hier matin, les marchés se sont vite repris. En cause, des comptes corporate meilleurs que prévus lundi soir en after hour (Texas Instruments ou surtout Apple) ainsi que la publication cette nuit d'une croissance du PIB chinois au troisième trimestre ressortie certes en baisse, mais légèrement supérieure aux attentes.*

*Ensuite, c'est une information de Reuters concernant la BCE qui a fait bondir le CAC en fin de matinée – la BCE envisagerait en effet d'acheter des obligations d'entreprises.*

*Dès lors, alors le gros du mouvement intraday avec les 4 075 points déjà atteints me semblait derrière nous, nous avons en profité pour prendre nos gains sur Total.*

Un gain de 11% pour un *trade* sur Total pris jeudi dernier, avant le décès de Christophe de Margerie, qui a bouleversé la donne. Mathieu sort donc ce *trade* la tête haute en vous permettant même un petit gain. Retrouvez ses prochaines recommandations dans [Agora Trading](#).

Et pour aujourd'hui ? Un dernier conseil de Mathieu :

Sur les marchés, l'approche des 1 930/1 940 points sur le S&P 500 va être à suivre mercredi alors que l'indice aligne une quatrième séance de hausse d'affilée.

*Mardi, en effet, du côté des publications de résultats trimestriels américains, si la déception est au rendez-vous chez Mc Donald's ou Coca-Cola, à l'inverse, des noms comme Travelers, Manpower ou encore Harley-Davidson ont battu le consensus.*

*Et dans le sillage d'Apple et de Texas Instrument, cela devrait prédominer à ce stade.*

Alors que la saison des résultats bat son plein, il m'a semblé utile de revenir sur les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires. Bien souvent, ce sont eux qui motivent les investisseurs dans leur *stock-picking*. Si cette méthode est parfaitement justifiable pour les *big caps*, ce n'est pas forcément le cas pour les petites et moyennes valeurs. Et c'est ce que vous explique ici Eric Lewin, notre monsieur *small caps*.

## 'L'union monétaire ressemble à un train qui se dirige lentement vers l'appauvrissement, et que l'on ne peut arrêter'

par Audrey Duperron · 21 oct. 2014 Express.be



La zone euro est au bord d'une nouvelle récession. Dans le Times de Londres, Robert Peston estime que la colère des citoyens est bien plus inquiétante qu'un mouvement de panique des marchés financiers :

«Les plus grandes économies de la zone euro - l'Italie, la France et l'Allemagne - ne parviennent pas à échapper à la stagnation et sont probablement déjà en train de se contracter. Mais la vraie menace n'est pas le genre de désastre financier qui a failli disloquer l'union monétaire il y a trois ans. La promesse de la Banque centrale européenne de garantir les bilans des banques et des gouvernements a largement compensé ce risque.

Le danger le plus grand pourrait venir d'un effondrement politique - les citoyens de la zone euro continuent d'abandonner les partis traditionnels et manifestent avec leur vote qu'ils voient l'union monétaire comme un train qui se dirige lentement vers l'appauvrissement, et que l'on ne peut arrêter. »

« L'euro est condamné, tout comme la lire, la drachme et la peseta ont échoué. Par conséquent, à mes yeux, nous ferions mieux d'arrêter



maintenant, et minimiser les pertes, plutôt que d'attendre que la foudre s'abatte sur la totalité de la zone euro », écrit Edin Mujagic sur [Jalta.nl](http://Jalta.nl).

Est-ce que ce n'est pas cher pour sortir de l'euro ? Oui, sans doute. Mais il est aussi cher d'y rester et les chances sont grandes que ce soit encore plus cher plus tard – si ce n'est pas déjà le cas – de l'arrêter.

(...) Horst Siebert, un économiste allemand, a déclaré dans les années nonante que l'euro échouerait si l'union monétaire n'était pas cantonnée au nord des Alpes. Il avait raison. Les modèles économiques et les normes économique-financières au nord des Alpes et au sud de ces dernières sont aussi différents que la nuit et le jour.

La seule façon dont l'euro peut continuer à exister, c'est par notre adoption du modèle économique des pays du Club Med, ou alors qu'ils appliquent le nôtre. Il est clair que les pays du Sud ne veulent pas s'adapter. Donc, à nous de partir. Ou plutôt, (...) serait-il préférable que nous nous adaptions au Club Med ? ».

## **Shadow banking : UNE RÉGULATION PETIT BRAS**

21 octobre 2014 par François Leclerc | [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)

Afin de poursuivre dans la veine à rebrousse-poil – après avoir constaté que les Allemands n'ont pas toujours tort et que les Américains s'emparent de la question des inégalités que les Européens ignorent – va-t-il falloir cette fois-ci s'incliner devant les efforts et la ténacité des régulateurs, en visant plus spécialement les Américains car les Européens semblent décidément en roue libre ?

Certes, souligner leur opiniâtreté ne vaut pas gage d'efficacité, mais celle-ci fait contraste avec la capacité qu'ont leurs collègues européens à enterrer les réformes et les taxes financières les unes après les autres afin de protéger leur système bancaire. Est-ce à mettre en parallèle avec la fin de la complaisance coupable des régulateurs américains, en enregistrant la suite ininterrompue d'enquêtes, de poursuites, d'amendes, et semble-t-il bientôt de peines d'emprisonnement visant désormais la tête et non plus les comparses ? Que d'idées en sortiraient dérangées...

William Dudley, président de la Fed de New York qui est aux premières loges de la surveillance des banques, ne vient-il pas de déclarer devant un parterre



de leurs représentants qu'il voyait « un problème de culture » au sein du monde bancaire, un discours impensable dans la bouche de Christian Noyer ou de Jens Weidmann, les gouverneurs de la Banque de France et de la Bundesbank ?

Hélas, il y a encore loin de la coupe aux lèvres en matière de régulation. Le Conseil de stabilité financière (FSB) – ce dragon embarrassé par ses mille têtes, la multitude des organismes qui le constitue – le démontre en posant les timides premiers jalons d'une régulation du *shadow banking*. Elle s'imposait à ses yeux, en souvenir de l'hémorragie des capitaux qu'avaient connu dans la foulée de l'effondrement de Lehman Brothers les fonds monétaires et le marché des *repos* (où les banques vont se financer à court terme), l'équivalent d'un retrait dans la panique des dépôts pour une banque. Le FSB s'est donc décidé à imposer une décote au collatéral garantissant les transactions des *non-banques* avec les banques, afin de prendre en compte leur dévalorisation en cas de crise, dans le but de renforcer cet énorme marché (5.500 milliards d'euros pour l'Europe).

Mais une telle décote – qui ne s'appliquera pas aux obligations souveraines et laisse donc intacte la fiction de leur risque zéro – est un faible rempart, des pertes supérieures à 6% étant vite arrivées sur les marchés d'actions. Autre objection : commencer à réglementer les relations des banques avec des composantes du *shadow banking*, c'est prendre le risque de voir les transactions s'enfouir plus profond au sein de ce monde opaque, par exemple entre les *non-banques* qui ne sont pas concernées par les nouvelles règles.

Les régulateurs du FSB sont au cœur de leurs propres contradictions et cela émousse leur volonté. Reconnaisant au *shadow banking* un rôle financier qu'il faut préserver en ces temps de *désintermédiation* -les banques du secteur régulé ne répondant pas aux attentes afin de relancer l'économie – ils veillent à ne pas trop le brider ! Mais où placer le curseur ? Les bonnes volontés ne suffisent pas quand on s'impose des limites, tout aussi bien qu'en cherchant à endiguer les dérives d'un système sans reconnaître qu'elles sont *structurelles*. En fait de limites, c'est ce pas qu'il faudrait franchir. Le capitalisme ne donne toujours pas de signe tangible de s'amender, doit-on s'en étonner ?

# Une Allemagne angoissée

Michel Santi 20 octobre



L'attitude bornée des allemands vis-à-vis de l'austérité, de la monnaie et de l'argent en général est totalement contre-productive – voire franchement néfaste – dans le contexte européen actuel. Une certitude néanmoins: elle est sincère! En fait, le comportement des allemands ne se comprend qu'à l'aune de leur Histoire pour le moins tourmentée. Le pain ne valait-il pas 400 milliards de marks en 1923 – au summum de l'hyperinflation – tandis qu'un kilo de beurre s'échangeait pour environ 600 milliards de marks ? Epoque invraisemblable où les patrons en étaient réduits à libérer leurs ouvriers et leurs salariés quelques heures en milieu de journée, afin de disposer de suffisamment de temps pour les payer, c'est-à-dire pour compter les sommes pharamineuses destinées à remplir les sacs de jute qui contiendraient leur salaire journalier. Et afin que le salarié puisse, à son tour, faire ses emplettes quotidiennes – parfois avec des brouettes remplies de billets – et se dépêcher de dépenser tous ces marks avant qu'ils ne perdent davantage de valeur ! Quand il n'utilisait pas ces billets pour sa cheminée ou comme papier peint...

Comment ne pas comprendre dès lors cette aversion des allemands pour cette période cauchemardesque de leur histoire ? Reflétée par Hitler en personne qui déclarait que « l'inflation est un manque de discipline », se faisant en cela l'écho de l'ensemble de la population allemande, d'hier et d'aujourd'hui. Ce qui ne l'a évidemment pas empêché d'activer frénétiquement sa planche à billets pendant qu'il était au pouvoir afin de financer sa folie destructrice, ne parvenant à maîtriser l'inflation que par une politique dictatoriale de contrôle des prix et des salaires. Lesquelles mesures strictes furent maintenues par les

alliés, avec pour résultante une explosion du marché noir et un nouveau coup dur porté au mark! Les allemands n'étaient cependant pas encore au bout de leurs peines puisque la réforme monétaire de juin 1948 les contraignit à rendre la totalité de leurs billets de banque car le nouveau deutsche mark vaudrait désormais 10 reichsmarks, vaporisant ainsi 90% de leur épargne !

Pour autant, ce psychodrame monétaire n'était pas encore clos. En effet, dans le cadre de l'intégration de l'Allemagne de l'Est, l'Ouest n'eut-elle pas l'élégance d'absorber des « ostmarks » qui ne valaient plus rien à la parité avec le tout puissant D-mark ? ... pour renoncer douze ans plus tard à cette monnaie dont ils étaient si fiers et l'échanger contre des euros! Cette succession de malheurs, de chocs, de banqueroutes et de traumatismes éclairent donc sous une tout autre lueur l'attitude inébranlable d'un peuple allemand excédé par l'instabilité et qui porte dans son inconscient collectif – en tout cas dans son Histoire douloureuse – les stigmates d'une mauvaise gestion séculaire. Ne soyons donc pas étonnés que l'Allemagne, qui affiche une des économies les plus modernes au monde, soit également une des nations du monde où les espèces sont le plus manipulées, utilisées et thésaurisées.

Plus de 80% des transactions commerciales à l'intérieur du pays sont en effet réalisées en cash en Allemagne et, ce, y compris pour les opérations impliquant des montants importants. Des statistiques ont ainsi établi que seuls 18% de paiements y étaient réglés par carte bancaire, par rapport à un chiffre qui dépasse 50% en France. Sachant que le citoyen allemand détient dans son porte monnaie deux fois plus d'espèces que le citoyen occidental moyen. De fait, les populations ayant subi des crises et des faillites bancaires sont traditionnellement beaucoup plus friandes en cash, car elles ne font pas confiance – comme on les comprend! – aux dépôts bancaires. Tout le monde a en mémoire, ou a déjà visité, des pays émergents ou en développement où le dollar est roi. Une étude de la Réserve fédérale de New York a même révélé que le traumatisme d'une inflation très élevée se transmet à la génération suivante qui, elle aussi, privilégie le billet vert à sa propre monnaie.

S'il semble évident que de tels mécanismes sont à l'œuvre dans la psyché des allemands, leur attachement au cash relève également d'un réflexe bien plus

prosaïque, voire primitif. Ils partent effectivement du principe – qu’ils appliquent! – selon lequel ils ne peuvent se permettre de dépenser plus que le contenu de leur porte monnaie. L’usage du cash les autorise donc à mieux gérer leur train de vie, un peu comme la fourmi rationnerait son garde manger. Réflexe ancestral par excellence typique de ce peuple chez qui le terme de dette —*Schulden*—provient de celui de culpabilité – *Schuld* ! Voilà pourquoi les crédits à la consommation sont si bas en Allemagne. Voilà pourquoi ce pays compte un des plus petits nombre de propriétaires immobiliers au monde: du fait de l’aversion de ses citoyens à la dette, y compris hypothécaire. Signe infallible qui démontre un manque de confiance des allemands en l’avenir.

## Prix du pétrole en baisse : drôle au début, compliqué par la suite

René Vézina LesAffaires.com Publié le 19/10/2014

Le prix du brut est en baisse, ce qui s’accompagne de bien des perspectives intéressantes... mais pas toutes agréables. En fait, l’enjeu dépasse, et de loin, le seul impact sur les consommateurs.

En fait, la chute atteint près de 25 % depuis l’été, tant pour le West Texas Intermediate que pour le Brent de la Mer du Nord, la variété qui alimente depuis un bon moment les deux raffineries québécoises. Il y a bien eu un court allègement à la pompe et les coûts de transport commencent à baisser. On peut déjà présumer que l’inflation, évaluée à 2 % pour l’ensemble du Canada en septembre, va décliner au cours des prochains mois, puisque c’est en bonne partie les frais associés aux aliments, à leur transformation autant qu’à leur transport, qui a nourri cette hausse.

En passant, il sera instructif de voir à quel moment les sociétés aériennes, toujours promptes à ajouter des « surcharges de carburant », y mettront fin puisque le prix du *fuel* revient à des niveaux plus raisonnables. Il faudra probablement être patient...

Mais les réjouissances, s’il y en a, ne doivent pas faire oublier que cet affaissement des prix relève en bonne partie de la faiblesse de l’économie mondiale, donc de la demande, alors que l’offre n’arrête pas d’augmenter. Ce déséquilibre agit inévitablement sur les prix.

Il ne faut pas compter sur un retrait des producteurs pur freiner la chute, du moins, pas pour l'instant. Le premier producteur mondial (à ce jour), l'Arabie saoudite, a fait savoir qu'elle tolérerait un repli des prix jusqu'à 80 \$ le prix du brut avant de réduire sa propre production. Nous sommes encore à quelques dollars de ce seuil. En même temps, l'Agence internationale de l'énergie vient encore de réduire ses prévisions de demande pour 2015. En d'autres mots, la tendance à la baisse des prix n'est pas à la veille de se renverser.

Si l'hiver est particulièrement glacial, spécialement dans le Nord-Est, la demande pourrait momentanément bondir, ne serait-ce que pour les centrales thermiques. Mais ce sera là un phénomène éphémère.

Pour le Canada, c'est une situation embêtante.

L'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve ont exporté pour 70 milliards \$ de produits pétroliers au cours des 12 derniers mois. Les gouvernements provinciaux concernés, de même que le fédéral, en ont largement profité du fait des redevances et autres entrées fiscales. La manne est forcément moins abondante depuis quelques mois.

En même temps, la marche de la locomotive albertaine se retrouve particulièrement entravée. À 80 \$ le baril, la mise en valeur du pétrole des sables bitumineux devient problématique. Les gros producteurs peuvent encaisser le choc, mais pour les plus petits, la marge devient mince et pourrait ne plus être suffisante pour justifier les investissements. On dit que le quart de la production actuelle deviendrait vulnérable si cette léthargie se prolongeait.

Le Québec ferait alors inévitablement partie des victimes collatérales, puisqu'un ralentissement de l'économie albertaine se répercuterait sur les montants disponibles pour la péréquation. Il en obtenu pour 9 milliards \$ l'an dernier. La moindre diminution ferait mal compte tenu de l'état précaire de ses finances publiques.

Au moins, les factures dans les stations service sont maintenant moins lourdes, même si les marges des détaillants et des raffineurs ont étrangement augmenté ces dernières semaines. Il y a toujours quelqu'un, à quelque part, pour profiter d'une situation donnée...

---



## SPÉCIAL Richard Heinberg

### Richard Heinberg : pic charbonnier et black out

de : Damien Perrotin mardi 25 août 2009

Richard Heinberg est un personnage important dans le monde de ceux qui s'intéressent au pic énergétique et à ces conséquences, et un des rares, avec James Kunstler, dont les écrits aient été, au moins partiellement traduits en français. Membre du Post Carbon Institute, il est l'auteur de *Party's Over : Oil, War, and the Fate of Industrial Societies* (disponible en français sous le titre *Pétrole : la fête est finie*), *Powerdown : Options and Actions for a Post-Carbon World*, *The Oil Depletion Protocol : A Plan to Avert Oil Wars, Terrorism and Economic Collapse* et *Peak Everything : Waking Up to the Century of Declines*. Il a, dans ces ouvrages, longuement étudié et décrit le pic pétrolier et ce qu'il signifie pour l'avenir de nos sociétés. Son dernier livre, *Blackout, Coal, Climate and the Last Energy Crisis*, consacré au charbon, a donc suscité un intérêt certain, et ce d'autant plus qu'il soulève un problème qui n'avait été évoqué que dans des rapports relativement confidentiels : l'épuisement prochain des réserves de charbon.

Richard Heinberg fait d'abord remarquer que la production de charbon dans une région donnée suit la même courbe que la production de pétrole. Elle aussi commence par augmenter, atteint un maximum, puis décline inexorablement au fur et à mesure que les gisements s'épuisent. Cette évolution est nettement moins visible, cependant, car il existe de nombreuses formes de charbons, d'une valeur énergétique extrêmement variée. La meilleure, et celle qui est exploitée, et donc épuisée en premier, est



l'anthracite. Ensuite viennent diverses qualités de houille, puis la lignite et enfin la tourbe que quasiment plus personne n'exploite à des fins énergétique. Or plus la qualité d'un charbon est faible moins il produit d'énergie au kilogramme, à ce point qu'il est dépourvu d'intérêt de transporter la lignite sur de longues distances, car l'énergie nécessaire pour ce faire excède rapidement celle que produirait la dite lignite. Or les chiffres officiels ignorent généralement ces distinctions ou les présentent d'une manière exagérément simplifié, ce qui donne une fausse impression d'abondance.

Par ailleurs les estimations de réserve se révèlent très souvent de mauvaise qualité. Elles n'ont souvent pas été mises à jour depuis des décennies et lorsqu'elles le sont, cela se traduit le plus souvent par de considérables révision à la baisse. C'est notamment ce qui s'est passé en Allemagne ou en Pologne, dont les réserve, autrefois conséquentes, ont été réduite à presque rien dès qu'on s'est avisé de les regarder d'un peu près.

Pour réaliser son étude, Heinberg se base sur quatre travaux récents :

"Coal : Ressources and Future Production" par l'Energy Watch Group, un think-tank écologiste basé en Allemagne et soutenu par la fondation Ludwig-Bölkow

"A Supply-Driven Forecast for the Future Global Coal Production", par l'Uppsala Hydrocarbon Depletion Study Group

"The Future of Coal" préparé pour l'European Commission Joint Research Centre

"Hubbert Linearization and Curve-fitting" par David Rutledge, Jean Laherrère et al.

## **Le charbon aux Etats-Unis**

Les Etats-Unis sont le second producteur mondial avec plus d'un milliard de tonnes par an. Ils ont également les réserves les plus importantes avec 240 milliards de tonnes, soit l'équivalent théorique de 250 ans de productions. Ces chiffres sont trompeurs cependant car la qualité de ce charbon est très inégal et si la production américaine continue à augmenter en volume, elle décroît en valeur énergétique.

52% du charbon de haute qualité est produit en Pennsylvanie, dans le Kentucky ou en Virginie Occidentale, or la production y stagne ou décroît.



L'anthracite de Pennsylvanie est presque épuisé et la production de Virginie Occidentale va bientôt entamer son déclin.

Les réserves américaine se situent donc principalement dans le Wyoming, le Montana et l'Illinois, mais elles sont constituées de charbons riches en soufre (en Illinois) ou de mauvaise, voire même de très mauvaises qualité et dont l'exploitation poseraient de sérieux problèmes environnementaux. A cela s'ajoutent des difficultés de transport dans un pays où le réseau ferroviaire est en mauvais état.

De fait, la capacité des Etats-Unis à alimenter leur économie en charbon dépend principalement de leur capacité à exploiter les réserves du Wyoming, de mauvaise qualité, rappelons-le. Le pic de production se situerait entre 2025 et 2040 – 2060 dans le scénario le plus optimiste.

## **Le Charbon en Chine**

La Chine est le premier producteur mondial de charbon avec environ 40% de la production mondiale. Celui-ci fournit 70% de son énergie et 80% de son électricité. Ses réserves étaient estimées à 200 milliards de tonnes en 1930 mais ont été révisés plusieurs fois à la baisse pour atteindre 114.5 milliards de tonnes en 1992. Ce chiffre est resté officiellement stable malgré une production annuelle de plus d'un milliard de tonne avant d'être révisée, toujours officiellement, à la hausse pour atteindre 186.6 milliards de tonnes en 2002. Cette révision n'a cependant pas été validées par les autres acteurs du marché.

L'industrie du charbon souffre en Chine d'une faible productivité. Un grand nombre des quelques 25.000 mines que comptent le pays sont privées et possédées par des petites entreprises, ou même exploitées de manière clandestine. Cela se traduit par des conditions de travail désastreuses mais aussi par des difficultés d'approvisionnement qui conduisent régulièrement à des coupures d'électricité. Des pénuries, également régulières, de carburant, entraînent des irrégularités dans la production. De grandes quantités de charbons sont, par ailleurs, perdues lors de feux de mine qui dégagent autant de CO<sup>2</sup> que l'ensemble du par automobile des Etats-Unis.

La majorité des ressources charbonnières chinoises se trouvent dans le nord et le nord-est du pays et leur extraction est extrêmement rapide par rapport aux réserves officielles, ce qui suggère un pic de production relativement

précoce suivi d'un déclin rapide. Les estimations varient selon les auteurs entre 2015 et 2032, et cela dans un contexte où la Chine est contrainte par son expansion économique d'importer des quantités toujours croissantes de charbon.

### **Le charbon en Russie**

La Russie produit environ 350 millions de tonnes par an, ce qui est insuffisant pour satisfaire ses besoins et l'oblige à importer des quantités croissantes de charbon. Le charbon fournit environ 30% des besoins du pays en électricité et est principalement produit dans des bassins anciens du Donetsk et de l'Oural. Le gros des réserves, estimées à environ 157 milliards de tonnes, se trouve en Sibérie. Il s'agit, cependant de charbon de mauvaise qualité, dont une grande partie de lignite, et difficilement exploitable du fait du manque d'infrastructures.

La mauvaise qualité des données relatives aux réserves russe, et les difficultés d'exploitation d'une grande partie d'entre elles, rendent difficile de prédire la production future du pays. Il semble qu'elle repose sur la mise en exploitation des gisements sibériens, de médiocre qualité et situés loin des centres urbains. Une exploitation efficiente supposerait d'améliorer notablement un réseau ferroviaire en mauvais état ou de construire des centrales sur place, ce qui implique des investissements lourds. La mauvaise qualité du charbon sibérien signifie également qu'il dégagera beaucoup de CO<sup>2</sup> et que le coût d'éventuelles opérations de séquestrations pourraient rendre son exploitation non-rentable.

### **Le Charbon en Inde**

Les besoins de l'Inde en charbon augmentent constamment et ont atteint 460 millions de tonnes par an en 2005 et 68% des émissions de CO<sup>2</sup> du pays viennent du charbon. L'Inde est, par ailleurs, confrontée depuis 2008 à des pénuries de charbon liés principalement à des problèmes d'infrastructures. Ces pénuries ont abouti, dans certaines régions, à des réductions, parfois drastiques de la fourniture en électricité.

Les réserves indiennes, situées pour l'essentiel dans l'est du pays. Elles ont été révisés à la hausse récemment, passant de 12.6 milliards de tonnes à 90 milliards de tonnes en 2005. Elles ont été ramenées à 56 milliards de tonnes

en 2007. Les réserves indiennes sont de médiocre qualité et contiennent une grande quantité de cendre, ce qui les rend impossibles à exporter et engendre une importante pollution.

Même si théoriquement l'Inde a 200 ans de réserves devant elle, le caractère incertain des chiffres officiels, le manque d'infrastructures et la faible productivité des mines rendent leur exploitation délicate au mieux. Par ailleurs la plupart des réserves indiennes se trouvent à grande profondeur et sont donc peu accessibles.

Même si l'Inde restera fortement dépendante du charbon dans un avenir immédiat, sa capacité à s'approvisionner est incertaine et la hausse prévisible des prix du charbon laisse présager des troubles sociaux d'autant plus grave que l'autre grande ressource énergétique du pays – l'énergie hydraulique – est menacée par le changement climatique.

### **Le charbon en Australie**

L'Australie a exporté 233 millions de tonnes de charbon en 2006 sur une production globale de 309 millions de tonnes, principalement en direction de l'Asie. Environ 80% de l'électricité produite en Australie et 40% de son énergie vient du charbon et le pays a le plus haut taux d'émissions de CO<sup>2</sup> par habitant au monde.

La plus grande partie des réserves australiennes se trouvent sur la côte orientale du pays. Elles sont évaluées à 86.5 milliards de tonnes et devraient suffire aux besoins du pays dans un avenir prévisible. Il n'est pas certain qu'elle puisse satisfaire les besoins croissants d'économies asiatiques déjà largement importatrices.

### **Le charbon en Afrique du Sud**

L'Afrique du Sud exporte environ 80% de sa production en direction de l'Europe. Elle produisait 244 millions de tonnes par an en 2006 avec des réserves évaluées à 48.75 milliards de tonnes. Une grande partie des mines en activité sont cependant déclinante et les réserves restantes, quoique théoriquement abondantes, sont de moindre qualité. Elles sont, par ailleurs situées loin des terminaux d'exportation. Leur exploitation sera donc coûteuse, tant en énergie qu'en argent et en temps. A cela s'ajoute l'épidémie de SIDA qui rend plus difficile le recrutement des mineurs et diminue leur

productivité.

La baisse de la qualité du charbon extrait engendre des quantités toujours plus grande de déchets et la nécessité d'exploiter des champs de taille toujours plus petite nuit à la productivité, ce qui laisse supposer que la production Sud-Africaine sera au mieux incertaine dans un avenir relativement proche.

## **Le charbon en Europe**

L'Europe a longtemps été le premier producteur mondial de charbon et a en grande partie fondé sa réussite sur cette source d'énergie. Ses réserves sont cependant largement épuisées et sa production marginale sauf pour ce qui concerne la lignite allemande, de très mauvaise qualité et qui ne peut être exploitée que sur place. Même dans ce domaine, les réserves ont été régulièrement revues à la baisse, passant pour l'Allemagne de 55 milliards de tonne en 1990 à 6.6 milliards de tonne en 2002.

Ce qui reste de la production européenne ne peut que diminuer au cours des décennies à venir.

## **Les nouvelles technologies**

Un certain nombre de nouvelles technologies sont actuellement à l'étude et pourraient permettre ou bien de mettre en exploitation des gisements marginaux ou bien de mieux utiliser le charbon ou de limiter les émissions de CO<sup>2</sup>. Leur mise en application est cependant sévèrement limitée par des difficultés techniques ou économiques.

L'Integrated Gasification Combined Cycle (IGCC) consiste à gazéifier le charbon pour obtenir un mélange d'oxyde de carbone et d'hydrogène qui est ensuite brûlé dans une centrale pour produire de l'énergie. L'efficacité énergétique est très supérieure à celle d'une centrale classique et la production de CO<sup>2</sup> notablement inférieure. Sa séquestration est également facilitée. Les premières centrales IGCC devraient être mise en ligne entre 2012 et 2020 aux Etats-Unis.

Leur coût est cependant très supérieur à celui d'une centrale classique – 3.600 \$ par kilowatt de capacité contre 1.290 \$ pour une centrale classique si on prend comme base la centrale de Mesaba dans le Minnesota. Dans un

contexte de crise chronique engendrée par la stagnation ou le déclin de la production pétrolière, c'est un obstacle majeur.

Coal to Liquid (CTL) : il s'agit de l'essence synthétique produite par l'Allemagne Nazie pendant la guerre et par le régime de l'apartheid. Qu'il n'ait été utilisé que par des régimes qui ne pouvaient s'approvisionner normalement en pétrole implique que son efficacité économique et énergétique est limitée. Il ne serait rentable que pour un prix du pétrole entre 6\$7 et 82\$ Par ailleurs les usines sont coûteuses : au minimum 25.000\$ par baril de capacité selon une étude de 2005, 120.000\$ par baril de capacité si on prend comme référence les projets en cours. Ces coûts, dans une économie dépendantes des carburants fossiles sont en partie fonction de ceux du pétrole, ce qui aboutit à un cercle vicieux.

Le procédé est surtout intéressant pour les avions, ou si les véhicules électriques se révèlent une illusion. Son coût reste cependant très élevé dans un contexte de crise durable. Il émet, par ailleurs, de grandes quantités de CO<sup>2</sup>.

Underground Coal Gasification (UGC) : ce procédé consiste à gazéifier sous terre des charbons qui seraient autrement difficiles à exploiter et à brûler le gaz ainsi obtenu pour produire de l'électricité. Le procédé est ancien et est utilisé, de manière limitée, en Ouzbékistan. Il ne fonctionne bien, cependant, que pour des gisements avec des caractéristiques de profondeur et d'épaisseur très particulières et dans des zones sans eaux souterraines. Dans la pratique son impact sur la production risque d'être faible.

Carbon capture et storage (CCS) : il s'agit là de capturer le CO<sup>2</sup> produit par la combustion du charbon et de le stocker de manière définitive dans un réservoir géologiquement stable. Cela suppose la construction d'un vaste réseau de pipelines pour transporter le CO<sup>2</sup> ainsi capturé jusqu'aux lieux de stockage et surtout de trouver les dits lieux de stockage. Diverses possibilités sont envisagées – stockage souterrain, sous-marin ou minérale – toutes poses de grandes difficultés. Par ailleurs d'éventuelles fuites seraient potentiellement dangereuses pour les populations.

De plus, le volume de CO<sup>2</sup> produit chaque année est de 28.2 milliards de tonnes, dont 11.4 vient du charbon. Même liquéfié et sous pression, ce CO<sup>2</sup> occuperait 10.9 kilomètre cube. A titre de comparaison, les opérations de mine, tous minerais confondus, déplacent environ 12 kilomètre cube de terre

par an, ce qui donne une idée de l'ampleur du problème posé par la séquestration du CO<sup>2</sup>. Ce problème n'est pas insurmontable en théorie mais il se traduirait par une augmentation très conséquente du coût de l'énergie et ce dans un contexte de crise.

### **Trois scénarios**

Heinberg conclut que le charbon est suffisamment abondant pour avoir un impact conséquent sur le climat mais ne l'est pas assez pour remplacer durablement les autres énergies fossiles une fois qu'elles auront commencé à décliner. Dans ce contexte il envisage trois scénarios tout en étant conscient que la réalité sera plus complexe et différenciée.

#### **Business as usual**

Dans ce scénario, nous exploitons nos ressources aux maximum, sans prendre aucune mesure autre que symbolique pour compenser leur déclin et lutter contre l'effet de serre. Cherchant à maximiser la croissance nous brûlons des quantités toujours plus grandes de charbon en espérant dégager suffisamment de ressources pour financer une future transition.

Après 30 ans les énergies renouvelables représentent 5% de l'énergie mondiale, la part du nucléaire aura quadruplé après entre 3 et 9 trillions de dollars d'investissement. Il fournira alors 12% de l'énergie mondiale. Au fur et à mesure que le pétrole deviendra plus rare et plus cher, il sera remplacé par des dérivés du charbon. Les véhicules électriques deviendront plus nombreux, augmentant la demande d'électricité, et donc de charbon.

Le marché du charbon deviendra plus intégré et le charbon lui-même plus cher du fait de la hausse des coûts de transports et d'une demande croissante. Les mêmes coûts de transports engendreront une relocalisation de l'industrie au profit des pays développés.

Des pénuries de charbon provoqueront de graves problèmes économiques en Chine et en Inde mais les industries occidentales connaîtront une prospérité relative... pour un temps.

Après 2020 la stagnation puis le déclin de la production de charbon, combinée avec le déclin accéléré de la production de gaz et de pétrole touchera les économies occidentales, accélérant la transition vers les technologies de gazéification et de liquéfaction du charbon. Toutes les

voitures seront alors électriques et les avions fonctionneront à l'essence synthétique. Le trafic sera cependant très réduit du fait de pénuries chroniques. Les coupures de courant deviendront de plus en plus fréquentes même dans les pays développés du fait des pénuries et du manque de moyens pour entretenir les infrastructures.

Le niveau de vie baissera alors de manière dramatique tandis que les équipements publics se délabreront faute d'entretien.

Entre 2030 et 2040, le commerce du charbon cessera presque totalement et la production de pétrole sera devenue marginale et essentiellement consommée sur place. Les investissements dans les énergies renouvelables seront devenus impossibles, faute de moyens. Les infrastructures mal ou pas du tout entretenues s'effondreront tandis que le manque de carburant bloquera les communications. Les coupures d'électricités deviendront la norme et l'activité industrielle disparaîtra progressivement. Seules les nations disposant de ressources fossiles ou d'une solide agriculture de subsistance pourront survivre. Partout ailleurs, l'ordre social disparaîtra et les gouvernements cesseront de fonctionner.

### **La solution propre**

Ce scénario est identique au précédent sauf que les gouvernements s'entendent pour lutter efficacement contre l'effet de serre en investissant massivement dans la séquestration du CO<sup>2</sup> et les centrales IGCC.

Le coût de ces investissements empêche le développement du nucléaire, dont l'importance ne fait que doubler, et des énergies renouvelables. Le prix de l'électricité augmente beaucoup plus rapidement que dans le premier scénario mais l'évolution générale est la même, l'épuisement des ressources fossiles se poursuivant au même rythme.

Le coût de la lutte contre l'effet de serre associé aux effets du pic pétrolier engendre une longue stagnation économique. La Chine, qui souffre également des pénuries énergétiques chroniques est particulièrement touchée, de même que l'Inde. Les centrales IGCC et les technologies de séquestration commencent à fonctionner vers 2020 et la production de charbon, qui avait décliné, recommence à augmenter. Le coût de la séquestration est tel que l'énergie nette disponible pour la société continue à diminuer. Les transports deviennent problématiques car le pétrole est de plus en plus rare et les



capacités de production d'essence synthétiques restent limitées.

Les difficultés énergétiques de la société s'aggravent, le charbon n'arrivant pas à prendre le relais du pétrole avant son propre pic. Quand l'infrastructure du charbon propre est finalement opérationnelle, la production entre en déclin. Les pénuries se généralisent et la quantité d'énergie nette disponible pour la société ne cesse de baisser. Il est alors trop tard pour investir massivement dans les énergies renouvelables. Les coupures d'électricités deviennent la norme et l'activité industrielle disparaît progressivement. Seules les nations disposant de ressources fossiles ou d'une solide agriculture de subsistance peuvent survivre. Partout ailleurs, l'ordre social disparaît et les gouvernements cessent de fonctionner.

### **La transition**

Dans ce scénario, la planète entière se mobilise pour faire face à l'épuisement des ressources. Les différents gouvernements planifient un abandon progressif des ressources fossiles et de la croissance économique. Ceci implique non seulement une réduction forcée de notre consommation d'énergie mais aussi un retour à une organisation sociale plus adaptée à nos nouvelles ressources.

Nos capacités d'investissement sont orientés vers des activités de production plus élémentaires, ce qui, dans certains pays peut signifier un retour à l'agriculture de subsistance et l'inversion de l'urbanisation.

Le système de production et de distribution de l'électricité est décentralisé et de plus en plus largement alimentés par des ressources locales et renouvelables. L'électricité est rationnée pendant la phase de transition, de même que l'acier qui doit être utilisé principalement pour construire des voies ferrées plutôt que des bâtiments ou des automobiles. L'essence est réservée aux transports publics et les voyages aériens sévèrement limités.

L'énergie nucléaire est abandonnée sur une durée de 30 ans, les réserves d'uranium s'épuisant rapidement. Les jeunes sont incités à se diriger vers l'agriculture organique tandis que l'agriculture industrielle est découragée.

Cette politique se traduira au départ par une grave crise économique mondiale et un fort taux de chômage qui devra être compensé par une forte solidarité locale. Les gouvernements investissant 10% du PIB dans les énergies renouvelables, il restera peu de ressources pour le reste et le secteur

financier se contractera sévèrement. De nombreuses industries disparaîtront. Dans l'ensemble l'économie subira une réorientation similaire à celle qu'a connu l'économie américaine pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Après 2020, cependant, ces investissements commenceront à payer et une société plus locale, largement rurale commencera à voir le jour. La population mondiale se stabilisera puis déclinera mais sans s'effondrer. Le réseau de transport sera structuré autour des lignes maritimes et des voies ferrées et le commerce international concernera principalement les matières premières. L'agriculture aura été réorganisée sur une base locale et l'économie mondiale atteindra une nouvelle zone de stabilité strictement encadrée par les limites naturelles

► <http://www.damienperrotin.com>

**Un an après le pic pétrolier**

## **Richard Heinberg : « La croissance mondiale a atteint ses limites »**

Il y a un an, le baril de pétrole atteignait le prix record de 147 dollars. Le monde entier se tourna alors vers l'Arabie Saoudite —traditionnel producteur d'appoint— pour lui demander d'augmenter sa production afin de répondre à la demande en stabilisant les prix. Mais le Royaume en fut incapable car ses puits s'assèchent. Cet événement marque la fin d'une période. Dans un enchaînement dramatique, la prise de conscience que la croissance économique serait désormais limitée par la raréfaction de l'énergie fossile, fit s'effondrer les investissements, la demande en pétrole et son prix.

Richard Heinberg, auteur reconnu pour ses travaux sur la déplétion des ressources, examine cet événement historique, ses conséquences pour l'activité humaine et les perspectives d'avenir dans une interview exclusive accordée au Réseau Voltaire.

**Réseau Voltaire | 14 août 2009**

---



Richard Heinberg

**Réseau Voltaire** : Selon la plupart des médias, l'origine de la crise financière est à chercher à l'intérieur même du système financier. Cette explication vous satisfait-elle, ou bien, comme vous l'avez suggéré de manière prémonitoire dans *Pétrole : La fête est finie ! [1]*, le manque de confiance vis-à-vis de la reprise de la croissance, celle-ci reposant sur une production de pétrole à bon marché, serait-il également un facteur essentiel ?

**Richard Heinberg** : En 2008 s'est produite la plus importante flambée des prix de l'énergie jamais connue. Historiquement, les flambées du prix de l'énergie ont toujours conduit à une récession. Dès lors, il était raisonnable d'envisager une grave récession pour le premier trimestre 2008. En fait, la récession a commencé un peu plus tôt et s'est avérée plus profonde et plus persistante qu'aucune autre au cours des dernières décennies. Cela vient du fait qu'un krach financier était devenu plus ou moins inévitable à cause de l'existence d'une multitude de bulles dans l'immobilier et les marchés financiers.

L'impact de la crise sur l'industrie aéronautique et sur les constructeurs d'automobiles et de poids lourds est largement dû aux prix de l'énergie. La chute des valeurs immobilières et l'augmentation du nombre des hypothèques ne sont pas tant liées au pétrole.

Néanmoins, à un niveau d'analyse avancé, l'aspiration de notre société à une croissance économique perpétuelle est basée sur l'hypothèse que nous aurons toujours à disposition des volumes croissants d'énergie à faible coût pour alimenter nos machines de production et de distribution. Cette aspiration à la croissance s'est institutionnalisée à travers des niveaux de dette et de survalorisation toujours croissants. C'est ainsi que, lorsque les volumes

d'énergie disponibles ont commencé à stagner ou à décliner, le château de carte du monde financier s'est complètement écroulé.

Malheureusement, la crise reste largement incomprise par les dirigeants du monde entier. Ils prétendent qu'elle a une origine uniquement financière ; ils prétendent également qu'elle est transitoire. Ils croient que, si nous soutenons suffisamment les banques, la croissance économique redeviendra positive et tout ira bien. En fait, notre système financier actuel ne peut pas être amené à fonctionner dans un monde où les ressources énergétiques s'amointrissent. Nous avons besoin d'une économie qui puisse subvenir aux besoins primaires de l'humanité sans augmenter notre rythme de consommation des ressources. Cela nécessitera la création de systèmes monétaires et d'institutions financières basés sur autre chose que la dette, les intérêts et la titrisation.

**Réseau Voltaire** : Pensez-vous que la spéculation sur les marchés de l'énergie va s'accélérer malgré l'épisode de l'année dernière ? Si cela était le cas, quelle serait la meilleure solution selon vous pour que le serpent ne se morde plus la queue ?

**Richard Heinberg** : La spéculation des contrats à terme de l'énergie n'est pas efficace dans l'effort collectif pour s'adapter aux baisses chaotiques des marchés en temps de combustibles fossiles à bas prix. Sans la mise en place de contrôles des contrats à terme, nous n'éviterons pas des écarts encore plus grands dans les prix des hydrocarbures, c'est ce que nous avons vu au cours de ces dix-huit derniers mois. Quand le prix des hydrocarbures s'envole, l'économie est gravement touchée, encore une fois, nous venons de le constater. Quand le prix s'effondre, les investissements dans la production d'énergie sont délaissés.

L'OPEC s'est efforcée d'aider à amortir les écarts de prix en augmentant ou en diminuant la production et garder ainsi le prix du baril plus stable qu'il ne l'aurait été sans intervention. Mais l'OPEC est en train de perdre sa capacité déjà limitée à agir de la sorte, car la plupart des nations qu'elle regroupe voient leur production diminuer et n'ont que peu ou pas du tout de capacité de production supplémentaire. L'Arabie Saoudite est l'unique producteur d'appoint important, et un État ne peut vraiment pas, à lui seul, équilibrer les taux de production pour le monde entier plus longtemps.

La seule solution viable est celle d'un accord international pour le rationnement de la production et de la consommation, comme je l'ai proposé

dans mon livre *The Oil Depletion Protocol* [2].

**Réseau Voltaire** : Que pensez-vous du nombre croissant de scientifiques qui remettent en cause la responsabilité de l'Homme dans le changement climatique ? Au sein de l'ASPO (Association pour l'étude des pics de production de pétrole et de gaz naturel), certains, comme M. Jean Laherrère, sont très sceptiques...

**Richard Heinberg** : Je ne suis pas sûr que le nombre de scientifiques remettant en cause la responsabilité humaine dans le changement climatique augmente ; selon moi, c'est plutôt le contraire. Oui, je sais que M. Jean Laherrère, que je respecte énormément, a soulevé de nombreuses questions à ce sujet. En tant que géologue, sa réflexion s'articule en millions d'années, et le climat de la Terre est en effet très variable sur de telles échelles de temps. C'est pourquoi je peux comprendre qu'il puisse se demander si, ce que nous constatons aujourd'hui, est dû ou non à des processus climatiques résultant de modifications des radiations solaires, de l'excentricité de l'orbite terrestre (les fameux paramètres de Milankovitch) et des courants océaniques. Néanmoins, les climatologues ont poussé très loin leurs recherches sur les effets probables des facteurs autres que le carbone et ont conclu qu'ils ne peuvent pas, à eux seuls, expliquer le réchauffement qui se produit actuellement.

Fondamentalement, je me range à l'avis de la plupart des climatologues, qui concluent que nous, humains, exerçons une pression sur un système instable par nature (l'atmosphère, le climat) et que nous le poussons à son point de rupture en y injectant d'énormes quantités de gaz à effet de serre supplémentaires.

**Réseau Voltaire** : Que vous inspire cette hypothèse : le projet international de bourse du carbone n'est qu'un moyen pour l'élite financière de se maintenir à flot et pour les pays riches financièrement et pauvres en ressources naturelles celui de s'arroger le droit de consommer les réserves encore disponibles de combustibles fossiles en échange d'argent, tout en privant de leur droit au développement les États pauvres financièrement mais riches en ressources naturelles ? En d'autres termes, le fond du problème n'est pas tant « Allons-nous consommer les dernières réserves d'hydrocarbures ? » (c'est indubitablement le cas, à moins de ne plus s'en remettre à la croissance économique), mais bien « Qui va les consommer ? ».

**Richard Heinberg** : En ce qui concerne les programmes internationaux de

bourse du carbone, je suis circonspect pour plusieurs raisons, dont le fait qu'ils vont entraîner la création d'un énorme marché de contrats dérivés qui nécessitera une régulation ferme si nous voulons éviter les bulles et les krachs financiers de grande ampleur. Plafonner les émissions de carbone est nécessaire, mais il y a peut-être de meilleures méthodes pour mettre en œuvre ces limitations plutôt qu'en créant de nouveaux types de produits dérivés. Ce qui pourrait fonctionner, par exemple, c'est un système de rationnement qui engage la totalité des citoyens, tel que les quotas d'émissions de carbone (TEQ, Tradeable Energy Quotas).

La fin des hydrocarbures venue, ils ne seront plus utilisés que par ceux qui pourront les acheter. Parfois, cela se produit indirectement : pour produire et exporter ses marchandises à bas prix, la Chine brûle du charbon pour le compte de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Mais, dans tous les cas, le développement basé sur la consommation de combustibles fossiles n'est plus un chemin vers la richesse et la sécurité, comme cela fut le cas au début du vingtième siècle. Aujourd'hui, c'est devenu un piège. Cela ne crée plus qu'une dépendance à des ressources de plus en plus rares et coûteuses. L'économie des pays pauvres se portera bien mieux s'ils réussissent à se tenir éloignés de ce piège.

Je me rends compte qu'il est plus facile pour un simple journaliste de s'exprimer que pour un chef d'État dont le peuple se voit refuser les profits de l'ère moderne. Pourtant, c'est bien l'une des dures réalités de ce siècle encore jeune.

**Réseau Voltaire** : Quelle devrait être la priorité en matière de prise de décision officielle ? Se préparer à la crise de l'énergie ou au changement climatique ?

**Richard Heinberg** : Par de nombreux aspects, les solutions aux deux problèmes sont identiques : réduire la dépendance aux énergies fossiles et augmenter la production d'énergies alternatives.

Malgré tout, certaines propositions pour résoudre la crise climatique sont absurdes au regard des limites d'approvisionnement en combustibles fossiles. Prenons un exemple, celui de la récupération et du stockage du carbone émis par les centrales thermiques fonctionnant au charbon. C'est un projet qui nécessiterait un investissement énorme et des décennies de mise en œuvre ;

en même temps, le prix du charbon montera en flèche ; c'est un aspect du problème qui n'a que très peu été pris en compte dans les coûts prévisionnels de ce « charbon propre ». A priori, moins de vingt ans nous séparent du pic de production mondiale de charbon, comme je le dis dans mon dernier livre *Blackout* [3]. Il serait alors plus raisonnable d'investir des capitaux plus modérés pour développer la production d'énergies renouvelables plutôt que de déployer une infrastructure vaste et coûteuse destinée à maintenir une consommation ininterrompue d'un combustible en raréfaction, coûtant de plus en plus cher et émettant de grandes quantités de carbone.

**Réseau Voltaire** : Envisagez-vous une augmentation du nombre de conflits autour des ressources énergétiques ? Si oui, comment l'expliquez-vous ?

**Richard Heinberg** : Nous devons nous y attendre. Les hommes se sont toujours battus pour les ressources essentielles. Aujourd'hui, alors que les ressources énergétiques en hydrocarbures ayant alimenté la société moderne deviennent rares et chères, il est prévisible que le nombre des conflits pour le contrôle de ces ressources augmente. Sachant cela, les décideurs politiques au niveau national se doivent d'anticiper les lieux où de tels conflits sont susceptibles d'éclater ; ils doivent aussi chercher à les éviter. Avant tout, le seul moyen d'y parvenir est de réduire la compétition pour l'accès à ces ressources en diminuant la dépendance là où c'est possible (certaines ressources, comme l'eau, nous sont indispensables) et en parachevant des accords sur la limitation de la production et de la consommation d'énergies fossiles à l'aide de protocoles concertés de gestion de la pénurie.

Bien sûr, il faudrait pour cela un changement radical dans les positions des chefs d'État. Aujourd'hui, leur réflexion tourne uniquement autour de la question d'avoir l'avantage de la compétitivité ; schématiquement, ils cherchent davantage à sortir victorieux des conflits énergétiques plutôt qu'à les éviter. Cette manière de penser est de plus en plus dangereuse à mesure que la population mondiale croît et que les ressources se réduisent.

**Réseau Voltaire** : Selon vous, quel rôle joue l'augmentation des prix des énergies fossiles, des fertilisants et des pesticides dans la crise alimentaire actuelle ?

**Richard Heinberg** : A première vue, certains aspects de la crise alimentaire ne semblent pas directement liés à la dépendance aux énergies fossiles. Par exemple, les pénuries d'eau se multiplient à cause de l'irrigation ; pourtant, la

plupart du temps, elles sont la conséquence du changement climatique, qui lui-même est dû aux émissions de carbone issues des combustibles fossiles. Ensuite, il y a l'érosion des sols, le plus souvent causée par les méthodes modernes de production agricole intensive qui impliquent l'utilisation de tracteurs et autres engins agricoles alimentés en gazole. L'uniformité génétique des semences constitue un autre facteur : les plantes deviennent plus vulnérables face aux parasites et ont alors besoin de plus de pesticides contenant des hydrocarbures. Si l'on suit les chaînes de causalité qui aboutissent à ces menaces hétérogènes sur notre système alimentaire, presque toutes tendent à émerger d'une même source.

De manière générale, notre système alimentaire moderne, basé sur la consommation d'énergies fossiles, souffre d'une grave vulnérabilité à plusieurs niveaux et cette vulnérabilité trouve avant tout son origine dans notre dépendance vis-à-vis de ces énergies. L'inévitable réduction de l'approvisionnement en carburant pour les tracteurs sera néfaste pour les agriculteurs ; de plus, les composés chimiques utilisés dans l'agriculture deviendront de moins en moins abordables. Les coûts élevés du pétrole vont rendre l'échange de produits alimentaires sur de grandes distances plus onéreux. Le changement climatique et la sécheresse vont amoindrir les capacités de rendement des semences.

Nous nous trouvons devant une crise alimentaire entièrement prévisible, dont les causes sont évidentes. Les politiques à mettre en œuvre sont elles aussi évidentes : nous devons engager la réforme de notre système alimentaire dans son ensemble de manière à réduire notre dépendance aux énergies fossiles.

**Réseau Voltaire** : Pourriez-vous nous présenter en quelques mots les objectifs du travail que vous et vos collègues menez au Post Carbon Institute (Institut de l'Après-Carbone) et quel a été son impact jusqu'à aujourd'hui ?

**Richard Heinberg** : Actuellement, nous réunissons une pléiade de chercheurs qui partagent la même vision de la crise mondiale et qui expriment un intérêt à travailler en collaboration avec les programmes d'éducation. Nous considérons que nous vivons un moment historique qui rend nécessaire de repenser en profondeur nos postulats à propos de la croissance économique, de la consommation d'énergie, du système alimentaire, du changement climatique et de la démographie ; des questions qui s'entrecroisent, mais qui sont rarement abordées de manière systématique



par les décideurs politiques.

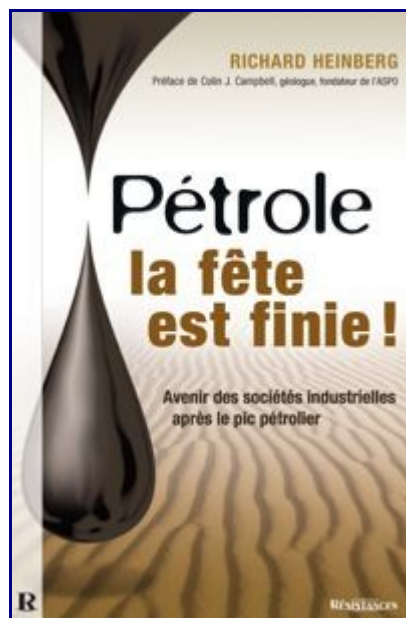
En même temps, le Post Carbon Institute travaille en étroite collaboration avec les Initiatives de transition (Transition Initiatives, [transitiontowns.org](http://transitiontowns.org)) ; il s'agit d'un réseau de communautés citoyennes qui promeut l'économie de l'après-pétrole. Tant que les réformes politiques nécessaires ne seront pas imaginées, adoptées, expérimentées et promues par les individus et les communautés, les chefs d'État continueront à traîner les pieds.

Nous estimons que la crise économique actuelle constitue un tournant fondamental dans notre histoire. L'économie mondiale a incontestablement atteint ses limites en matière de croissance. Maintenant, tout dépend de notre volonté à collaborer et à nous adapter à ces limites.

Nous partageons l'idée qu'en définitive, une vie meilleure est possible sans énergies fossiles et sans croissance continue en matière de démographie et de consommation. Mais la transition entre le paradigme actuel d'une croissance basée sur les combustibles fossiles et celui d'une société stable basée sur les énergies alternatives a toutes les chances d'être une parenthèse difficile. L'humanité y arrivera, d'une manière ou d'une autre : la déplétion des ressources en est la garantie. Ce que nous souhaitons, c'est tout simplement rendre cette transition plus facile, plus équitable et plus vivable pour tous ceux qui sont concernés.

Traduction

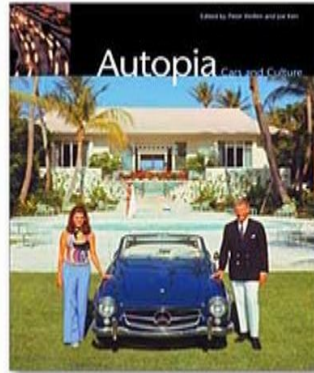
[Nathalie Krieg](#)



Richard Heinberg est l'auteur de *Pétrole, la fête est finie !*. Cet ouvrage de référence est recommandé par le Réseau Voltaire et [diffusé par correspondance par la Librairie du Réseau](#).

## La fête est finie: pétrole, guerre et destin des sociétés industrielles

Par [Richard Heinberg](#) le 22 février 2006



Les quartiers périurbains n'existeraient pas sans pétrole bon marché. Les Etats-Unis ont une culture automobile, l'industrie automobile a commencé aux Etats-Unis. Et elle a commencé ici parce qu'on cherchait des moyens d'utiliser ce pétrole bon marché. Les Etats-Unis étaient lessivés par le pétrole au début du 20ème siècle. Dans les années 30, ils le découvraient si vite que le pétrole au Texas était moins cher que l'eau potable et de loin.

Les constructeurs automobiles sont devenus rapidement la locomotive de la croissance de l'industrie et de l'économie américaine. Le résultat de ceci est que nous avons créé ce nouveau système d'habitation où les gens vivent à des kilomètres d'où ils travaillent, d'où ils achètent leur nourriture et toutes leurs autres nécessités. Ce mode de vie est basé sur l'idée que les gens peuvent et doivent utiliser leur voiture n'importe quand et rouler des kilomètres et des kilomètres.

Et le seul moyen que ce système marche repose sur une énergie pas chère et abondante, le pétrole.

Quand les gens pensent au pétrole, ils pensent: quand va-t-on être à court de pétrole? En fait, c'est la mauvaise question à poser parce que le pétrole dans la terre n'est pas comme l'essence dans le réservoir de la voiture. Quand la voiture tombe en panne d'essence, alors on sait qu'il y a un problème. Mais elle ne s'arrête pas avant les dernières gouttes.

Par contre, avec le pétrole dans la terre, c'est une situation vraiment différente. On ne peut pomper le pétrole à n'importe quelle cadence

arbitraire. Les conséquences du pic global de production de pétrole pour la famille moyenne peuvent n'être pas immédiatement apparentes, car les prix de l'énergie et l'économie sont tellement intimement liés que cela se traduira probablement par une récession économique.

La direction sous-jacente des événements serait une activité économique ralentie, parce qu'il y aura moins d'énergie disponible pour entretenir l'activité économique. Les gens se demanderont alors pourquoi on enchaîne récession après récession et pourquoi chaque récession semble être pire que la précédente.

Et pourquoi cela prend plus de temps pour sortir de chaque récession, pour finir par comprendre qu'on en sort jamais vraiment et pour finalement en arriver au stade où après quelques années les récessions se transforment vraiment en une dépression économique. Et dans ce cas, ce sera une dépression qui ne finira jamais.

Les médias sont silencieux sur le sujet de l'épuisement des ressources énergétiques, car ils n'y ont aucun intérêt. Si ils décident de dire au peuple qu'on est en train de tomber à court de la véritable ressource qui entretient la croissance économique, est-ce que cela va faire monter le prix des actions de quelqu'un ? A part une petite niche de compagnies qui construisent des panneaux solaires et des éoliennes, la réalité est mauvaise pour les affaires. Ce qui est bon pour les affaires, ce sont les illusions.

Entrent alors en scène les néo-conservateurs, ils ont un plan. C'est un plan en fait pour dominer le monde. Ils n'en font pas un secret, vous pouvez le lire dans les documents largement disponible sur Internet, et aussi sur leur site web "[Le projet pour un nouveau siècle américain](#)".

La domination du monde requière d'abord la domination des ressources énergétiques planétaires qui diminuent. L'intervention militaire en Irak était l'occasion de poser le premier acte du remodelage général du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale. On a été prévenu par nos président et vice-président qu'il fallait s'attendre à la guerre jusqu'à la fin de nos vies.

Les Etats-Unis n'auraient pas été en Irak si ce pays n'avait pas de pétrole. Le seul intérêt américain au Moyen-Orient est le pétrole.

Quelles sont alors les alternatives ? Sûrement, on peut obtenir notre énergie d'autres sources que les combustibles fossiles. Si on avait 50 ans, on pourrait

dire qu'à cette échéance, 25% de notre énergie dépendrait de sources alternatives aux hydrocarbures. Oui, cela serait assez réaliste, mais nous n'avons pas 50 ans devant nous, pas même 10 ans... Dans 5 ans, on aura passé le pic de production du pétrole et on aura alors besoin de bien plus que cela.

\* Richard Heinberg, auteur de *"The party's over: oil, war, and the fate of industrial societies"*

*Interview tirée du documentaire "THE END OF SUBURBIA: Oil Depletion and the Collapse of The American Dream"*